



Concertation nationale sur l'énergie et le climat



La FICT (fédérations des entreprises de charcuterie traiteur) regroupe 300 entreprises petites comme grandes, réparties sur tout le territoire national. La FICT, à l'écoute de leurs préoccupations, les accompagne, les informe et les conseille. Elle contribue à rassembler et promouvoir la profession ainsi qu'à préserver et valoriser le savoir faire charcutier français en agissant collectivement sur les grands enjeux de la profession (Qualité des produits, compétitivité des entreprises, développement

Le point de vue de la FICT sur les documents de planification énergie climat soumis à la concertation

EN BREF

La FICT prend note des travaux réalisés pour élaborer la SNBC 3, qui visent à offrir une trajectoire claire et cohérente avec les objectifs européens et internationaux.

La Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC3) constitue un levier crucial pour accompagner la transition écologique de notre économie. Toutefois, elle doit être ajustée pour refléter les spécificités et les atouts de la filière porcine française. Avec une empreinte carbone de 3,10 kg CO₂ eq par kilogramme de porc vif, contre 7,73 kg CO₂ eq au Brésil, la production française émet 60 % de CO₂ en moins par kilogramme de porc produit (source : AgriFootPrint). Ce positionnement parmi les plus vertueux au monde témoigne des efforts considérables réalisés.

De plus, les acteurs de la filière se sont engagés à des objectifs de réduction encore plus ambitieux pour les années à venir du fait de leur démarche RSO « Demain Le Porc » menée par l'interprofession INAPORC, conscients des défis environnementaux actuels. Dans ce contexte, réduire trop drastiquement la production nationale risquerait de compromettre notre souveraineté alimentaire et de favoriser des importations en provenance de pays aux normes environnementales moins exigeantes, ce qui serait contre-productif pour le climat.

1. Reconsidérer la réduction de la consommation : Le porc, une viande centrale en France

En 2023, la **consommation de porc en France** a atteint **30,6 kg équivalent carcasse (kgec)** par habitant et par an, faisant de cette viande la plus consommée. Cependant, les **modélisations de régimes flexitariens** projettent une consommation nulle de viande de porc, une perspective qui contraste fortement avec les réalités actuelles.

Entre 2010 et 2020, la consommation de porc a déjà diminué de **4,8 %**. Dans ce contexte, fixer un objectif de **réduction supplémentaire de 15 % sur dix ans** entre 2020 et 2030 semble non seulement **irréaliste** mais également **contre-productif**. Une telle mesure risquerait d'entraîner une **décroissance de la production nationale** plus rapide que celle de la consommation, augmentant ainsi notre **dépendance aux importations**, comme cela a été le cas pour les filières **bovines** et de **volaille**. Cette dynamique favoriserait l'**externalisation des impacts environnementaux** vers des pays où les **émissions de carbone par kilogramme produit** sont bien plus élevées qu'en France.

Par ailleurs, le **vieillessement de la population française**, qui concerne déjà **20,5 % des personnes de 65 ans et plus**, devrait s'accroître, atteignant environ **25 % d'ici 2030**. Cette évolution renforce la nécessité de maintenir une **offre suffisante de produits carnés**, conformément aux recommandations du **Programme National Nutrition Santé (PNNS)**, qui souligne l'importance des **protéines**, du **fer** et de la **vitamine B12**, présents en grande quantité dans les produits d'origine animale et que l'on ne retrouve pas

dans les protéines végétales. Dans ce scénario de la **SNBC3**, le **cheptel porcin français** suivrait la même tendance que les autres filières animales, entraînant une **augmentation des importations**. Il est donc crucial d'agir rapidement pour éviter cette dérive et limiter les importations en provenance de pays aux **normes environnementales moins exigeantes**. Sans ces mesures, nous ne ferions qu'**externaliser notre empreinte carbone**, aggravant les **impacts environnementaux globaux**.

2. Prendre en compte la valorisation des coproduits porcins français pour un marché mondial durable

La filière porcine française se distingue par sa **capacité à valoriser des parties de l'animal peu consommées en France, telles que les pieds ou les oreilles, en les exportant vers des marchés asiatiques où elles sont très prisées**. Cette pratique optimise l'utilisation des carcasses, limite le gaspillage alimentaire. Comme le montre la figure ci-dessous, les projections de la **FAO** indiquent une **augmentation significative de la demande de produits animaux d'ici 2050**, notamment en **Asie**, où elle devrait atteindre des **niveaux record**. **Réduire la production nationale** face à une telle demande croissante risquerait d'aggraver les **impacts environnementaux mondiaux**. Une **substitution par des importations** issues de pays où les **normes environnementales et sanitaires** sont moins exigeantes entraînerait une **hausse des émissions de gaz à effet de serre** et irait à l'encontre des **objectifs climatiques**. En revanche, **maintenir et développer une production porcine durable** permet à la France de répondre efficacement à ces besoins tout en contribuant à une **transition**

écologique mondiale exemplaire.

3. Décarboner sans réduire le cheptel : Une transition réaliste

La filière porcine se distingue par sa **faible empreinte carbone, représentant seulement 0,7 % des émissions nationales de CO₂ équivalent**. Cette caractéristique, couplée à une diminution régulière des émissions de CO₂ du secteur depuis 2005 (comme l'illustre la courbe bleue du graphique), **permet à la production porcine de jouer un rôle clé dans la transition écologique sans nécessiter une réduction de son cheptel**. En effet, malgré une baisse du cheptel porcin (ligne orange) ces dernières années, **l'intensité carbone (ligne grise) a connu une stabilisation, suivie d'une légère diminution, soulignant l'amélioration continue des performances environnementales**.

Pour aller plus loin, la filière a mis en place une stratégie ambitieuse à horizon 2035, baptisée **DEMAIN le PORC**, dont l'objectif est de **réduire les émissions de 25 % d'ici 2035 tout en préservant la taille du cheptel**. Les efforts déjà observés sur **la réduction des émissions (courbe bleue) montrent que cet objectif est réaliste grâce à des leviers innovants**.

Parmi ces leviers, **l'optimisation de chaque étape de l'alimentation animale** (productions végétales, fabrication, écoconception, consommation) permet de **réduire les émissions de GES à la source, tout en améliorant la productivité des élevages**. De plus, **la méthanisation**, qui pourrait **réduire les émissions de GES de 20 %** *Abcis 2023*, s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Ces innovations, combinées à l'amélioration technique des exploitations (comme le montre la réduction de l'intensité carbone), permettront à la filière de contribuer activement aux objectifs des Accords de Paris

tout en garantissant la souveraineté alimentaire.

Par ailleurs, le maintien du cheptel **est essentiel pour contribuer aux autres objectifs de la SNBC :**

- L'objectif de réduction des engrais minéraux sera atteignable en partie via la substitution par des **engrais organiques**. Les engrais organiques permettent de réduire les émissions tout en améliorant la fertilité des sols.

- L'objectif de développement des **énergies renouvelables** repose notamment sur la valorisation des effluents d'élevage et l'installation d'équipements au niveau des bâtiments (panneaux photovoltaïques etc.)

L'élevage de porcs permet également de **valoriser les co-produits de l'alimentation**

humaine

Figure 2: Evolution des émissions de GES et du cheptel porcin

4. Réduire la consommation de soja : une résultante des actions menées et non une fin en soi

Même si la **déforestation en Europe** et en France représente une faible part de la déforestation mondiale (cf. schéma ci-contre), les acteurs de la filière porcine sont pleinement conscients de l'enjeu **environnemental et sociétal** qu'elle représente. À ce titre, plusieurs actions ont été entreprises pour structurer des chaînes d'approvisionnement durables :

- Les **fabricants d'aliments** ont déployé un **Manifeste « Soja Durable »** afin que **100% du soja utilisé** par les signataires soit garanti sans déforestation et sans conversion d'ici 2025.

- Sur la campagne 22/23, **86 % du soja importé par la France** est estimé à **faible risque de déforestation et de conversion d'écosystèmes naturels**, selon l'Observatoire

de l'exposition à la déforestation importée de **DURALIM** et **CEREOPA**.

- Les acteurs de la filière suivent et mettent en oeuvre les attentes des différents « **plans protéine** », visant à renforcer la **souveraineté protéique** de la France.

Ces actions garantissent un approvisionnement **sans déforestation** et **sans conversion**, contribuant ainsi à réduire le **poids carbone de la filière porcine**. Cependant, la **réduction de 50% du soja importé**, inscrite dans la SNBC3, ne doit pas être une fin en soi :

- Le **soja** est une légumineuse offrant des **caractéristiques nutritionnelles intéressantes** pour les animaux, avec un **fort apport protéique**, et son poids carbone repose principalement sur le facteur « **changement d'affectation des terres** » (déforestation et conversion).

- Les **surfaces cultivées en oléagineux en France** n'ont augmenté que de **16,25 % en 20 ans** (de 2 000 000 ha à 2 325 000 ha), selon les données du **SSP**.

5. Spécificités Sectorielles de l'Industrie : Garantir une transition à la fois efficace et économiquement viable

Des efforts notables déjà réalisés et des besoins d'investissements

Les entreprises de charcuterie-traiteurs représentées par la FICT ont déjà engagé des actions significatives pour réduire leur empreinte carbone et optimiser l'utilisation des ressources :

- **Gestion de l'eau** : Réduction de 16 % de la consommation d'eau entre 2018 et 2023 grâce à des bonnes pratiques

adoptées par 88 % des entreprises, l'installation de compteurs à télé-relève (60 %) et la désignation de référents eau dans 2/3 des entreprises.

- **Transition énergétique** : 72 % des entreprises ont réduit leur utilisation d'énergies fossiles depuis 2015, et 43 % utilisent des énergies renouvelables, couvrant 22 % de leurs besoins. 27 % sont certifiées ISO 50001.
- **Écoconception des emballages** : Réduction de 20,4 % de l'utilisation de plastique depuis 2018, avec 31 % d'emballages désormais recyclables et 78 % des entreprises ayant mené des projets d'écoconception.
- **Engagement sociétal** : 70 % des entreprises intègrent les enjeux du développement durable dans leur stratégie.

Toutes ces démarches qui ont permis ces avancées nécessitent des investissements lourds pour moderniser les équipements, développer des technologies bas-carbone et renforcer l'écoconception.

Emissions liées aux processus industriels

Les entreprises industrielles, particulièrement dans les secteurs nécessitant des **procédés énergivores** comme la cuisson, le fumage ou la réfrigération, font face à des défis majeurs pour réduire leur empreinte carbone. Ces activités, **essentiels à la qualité des produits finis**, impliquent une consommation énergétique élevée, rendant la transition vers des équipements sobres en carbone coûteuse et complexe. La filière vise une transformation ambitieuse en réduisant de 25 % les émissions de gaz à effet de serre liées à leur production. C'est pourquoi il est important d'inclure des mécanismes de **soutien renforcés** (subventions, crédits d'impôt) pour l'acquisition d'équipements de production basse consommation. Par ailleurs, c'est pourquoi prioriser les **projets de R&D** pour

développer des technologies adaptées au secteur (réfrigération naturelle, alternatives aux fours à gaz, etc.) représente une voie prometteuse pour conjuguer efficacité et durabilité.

Reduction des émissions liées au transport

Dans le domaine des transports, la distribution des produits, souvent effectuée par des **véhicules réfrigérés**, constitue une autre source significative d'émissions. **L'électrification ou l'hybridation** progressive des flottes, appuyée par des incitations financières, ainsi que le déploiement d'infrastructures locales de recharge et de maintenance, pourrait considérablement réduire ces impacts.

Gestion des emballages

Les emballages, eux aussi au cœur des préoccupations environnementales, subissent une pression croissante pour limiter l'utilisation de plastique tout en garantissant la sécurité alimentaire. La filière vise une transformation ambitieuse : intégrer 90 % de matières recyclées dans les emballages d'ici 2035 tout en réduisant de 25 % les émissions de gaz à effet de serre liées à leur production. Pour atteindre ces objectifs, il est essentiel d'accompagner financièrement les entreprises dans leur transition vers des solutions d'emballages recyclables et optimisées, tout en définissant des objectifs clairs dans les plans territoriaux de gestion des déchets.

Formation et sensibilisation

Enfin, cette transition écologique ne saurait s'opérer sans une **montée en compétences des acteurs de la filière**. Financer des programmes de formation ciblés et renforcer les partenariats avec les fédérations

professionnelles sont des leviers indispensables pour sensibiliser les chefs d'entreprise et les salariés aux enjeux bas-carbone. Ainsi, en misant sur l'innovation et la coopération, le secteur peut répondre aux défis environnementaux tout en assurant sa pérennité économique.

6.Recommandations pour une révision des objectifs de la SNBC3

Pour aligner la SNBC3 avec les réalités de la filière porcine et garantir une transition écologique réussie, il est essentiel de :

- Réévaluer les objectifs de réduction de la consommation en tenant de la réalité de terrain.
- Réévaluer les objectifs de réduction des émissions en tenant compte des solutions techniques disponibles pour décarboner sans réduire le cheptel.
- Accompagner la transition à travers des subventions pour les technologies vertes, et une réduction de la suradministration des projets, en concertation avec les représentants de la filière.
- Prioriser les pratiques agricoles durables, plutôt qu'une généralisation vers l'agriculture biologique.
- Adopter une stratégie cohérente sur le soja, en s'approvisionnant en soja non déforesté et en développant des alternatives sans pénaliser les producteurs français.
- Déployer largement les solutions techniques existantes en les intégrant dans la planification nationale de la décarbonation.
- Prendre en compte les réalités des marchés mondiaux pour éviter que des objectifs bien intentionnés n'entraînent l'entrée de produits à plus fort impact climatique, nuisant ainsi à l'effort global de réduction des émissions
- Prendre en compte les spécificités sectorielles de l'Industrie afin de garantir une

transition à la fois efficace et économiquement viable

Conclusion

Réviser les objectifs de la SNBC3 permettrait de concilier transition écologique, compétitivité et souveraineté alimentaire. La filière porcine, à travers son faible impact carbone et son potentiel d'innovation, peut jouer un rôle clé dans la réduction des émissions nationales, tout en répondant aux besoins alimentaires de la population. Une stratégie équilibrée et adaptée aux réalités du terrain est essentielle pour garantir une transition réussie et pérenne.